

# Croissance, emploi et chômage dans les années quatre-vingt <sup>(\*)</sup>

**Pierre-Alain Muet,**

*Directeur du département d'économétrie de l'OFCE*

*Les années quatre-vingt ont été marquées, dans les pays de la Communauté européenne, par la persistance d'un chômage élevé qui contraste avec le retour au plein emploi de l'économie Nord américaine. Les trois premières parties de l'article analysent l'évolution de l'emploi, de la population active et du chômage dans les pays industrialisés au cours des trente dernières années, en relation avec la croissance démographique et économique. La dernière esquisse une interprétation des facteurs qui ont conduit au chômage massif des pays de l'Europe communautaire. On montre notamment que les politiques économiques menées des deux côtés de l'Atlantique et leur interaction ont joué un rôle déterminant dans la lenteur de la croissance européenne et la persistance du chômage.*

Les années quatre-vingt auront été marquées par la persistance d'un chômage élevé dans les pays de la Communauté européenne, alors que les États-Unis retrouvaient rapidement le plein emploi et que le Japon et d'autres économies européennes (Suède, Suisse) ne connurent jamais un chômage important.

La montée du chômage a incontestablement son origine dans le ralentissement de la croissance économique et les déséquilibres qu'engendrèrent chacun des chocs pétroliers. Le maintien pendant de longues années de politiques monétaires restrictives en réaction à la politique monétaire américaine du début de la décennie quatre-vingt, combiné à des politiques budgétaires restrictives rendues nécessaires par l'apparition de contraintes d'endettement dues à la combinaison d'une croissance lente et d'un niveau exceptionnellement élevé des taux d'intérêt réels, est sans doute l'une des causes majeures de la lenteur de la croissance européenne. Une réponse non coopérative des politiques économiques à des chocs externes, jointe à l'objectif de converger vers le plus bas niveau d'inflation communautaire, aurait entraîné les pays de la communauté dans des politiques d'austérité sans précé-

---

(\*) Cet article résume et développe le premier chapitre d'un rapport d'information sur les perspectives de l'emploi et du chômage à moyen terme en France présenté le 20 septembre 1990 à la commission des Finances de l'Assemblée nationale. Je remercie les coauteurs du rapport Alain Gubian, Gérard Cornilleau, Catherine Mathieu et Marie-Ange Véganzonès pour leurs commentaires sur les versions antérieures de cette étude, ainsi que Christine Carl qui a réalisé les graphiques et m'a assisté dans la documentation statistique de cet article.

dent dans l'histoire des quarante dernières années, jusqu'à ce que des chocs externes, la baisse des prix du pétrole en 1986 et le retour de l'Allemagne dans le peloton des pays de forte croissance, inversent le processus.

La comparaison des évolutions nationales montre cependant, d'une part, qu'il n'existe pas un schéma unique applicable aux pays qui sont restés ou revenus au plein emploi (États-Unis, Japon, Suède, Suisse et à un moindre degré Canada), d'autre part, que la montée et la persistance du chômage dans les pays européens reflètent également deux évolutions très typées. Dans les pays européens d'immigration (Europe du Nord) la montée du chômage résulte du ralentissement des créations d'emploi face à une croissance de la population active restée vive, au moins dans la première moitié des années quatre-vingt. Dans les pays d'émigration (Europe du Sud et Irlande), les créations d'emploi ont été en revanche plus importantes depuis le premier choc pétrolier que dans les années soixante, mais cette croissance n'a pas suffi à compenser la forte augmentation de la population active résultant de l'inversion des flux migratoires.

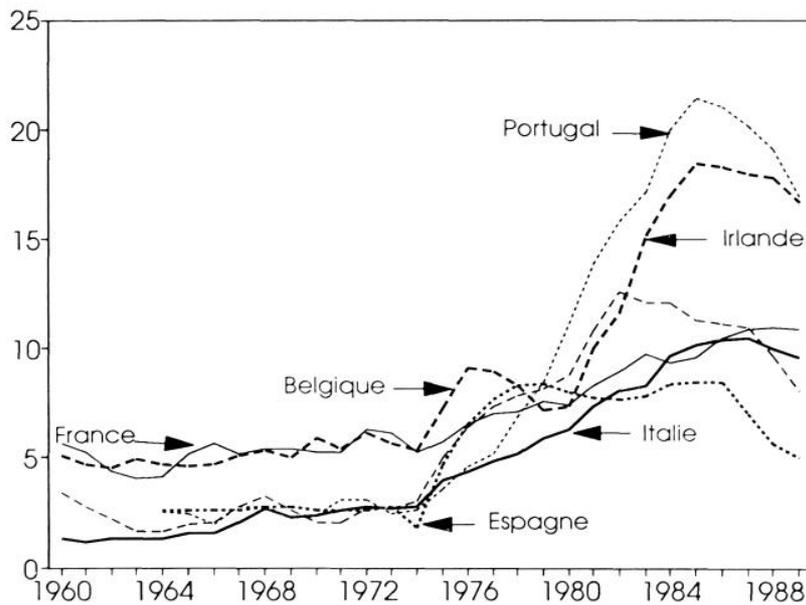
Les trois premières parties de l'article sont essentiellement descriptives. On examine successivement l'évolution du chômage et de ses deux composantes, population active et emploi, en relation avec les facteurs démographiques et économiques (croissance du PIB et productivité du travail). La dernière partie esquisse une interprétation des évolutions observées dans les années quatre-vingt et du rôle qu'ont joué les politiques économiques dans l'écart qui s'est creusé entre le chômage massif des économies européennes et le retour de l'économie américaine au plein emploi dès le milieu de la décennie passée.

## **Le chômage affecte surtout les pays de la Communauté européenne**

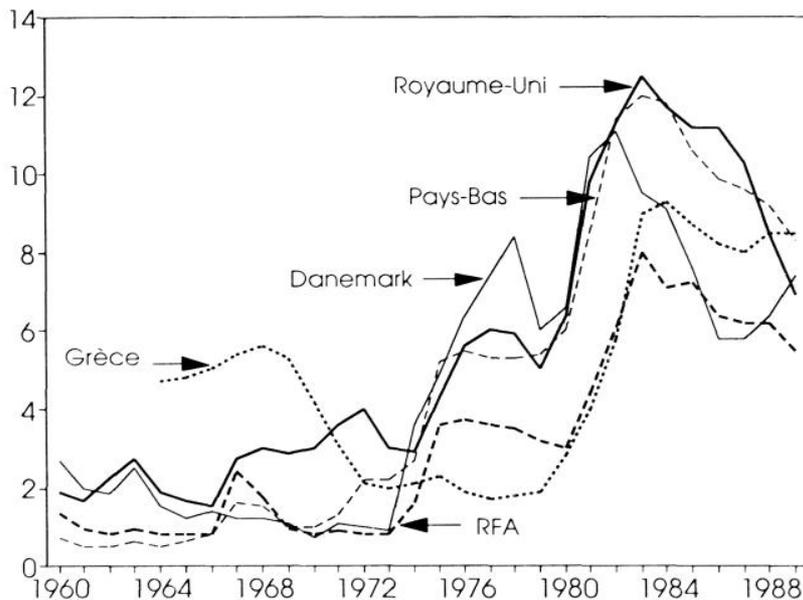
La montée, puis la persistance d'un haut niveau de chômage dans les années quatre-vingt est un phénomène essentiellement européen et, plus précisément, communautaire, qui contraste fortement avec la situation qui prévalait au cours des trente années de croissance forte et ininterrompue que connurent les pays industrialisés après la deuxième guerre mondiale.

### **La montée du chômage dans les pays de la communauté...**

Dans les années soixante, l'Europe était en effet caractérisée par un très faible taux de chômage. Inférieur à 1 % en France, en RFA et plus généralement en Europe du Nord, le taux de chômage atteignait 3 % en Espagne et au Portugal et 5 % en Grèce, Italie et Irlande (graphiques 1).



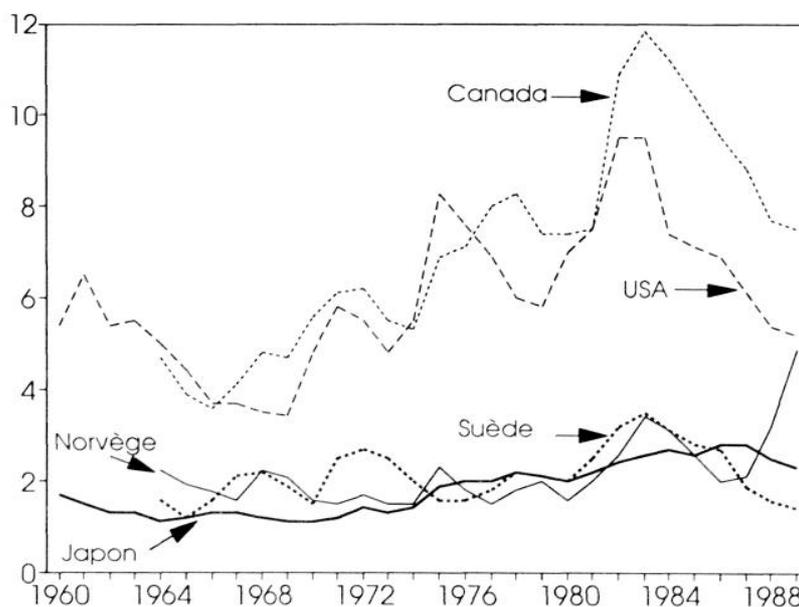
1. Taux de chômage dans les pays de la Communauté (en %)



En Amérique du Nord, le taux de chômage se maintenait en revanche au voisinage de 5 % de la population active et ne descendit en deçà de cette valeur que dans les périodes de forte stimulation de la croissance du milieu et de la fin des années soixante.

Le ralentissement de la croissance qui suivit les deux chocs pétroliers entraîna une montée massive du chômage jusqu'au milieu des années quatre-vingt, le maximum se situant autour de 1983 en Europe du Nord, aux États-Unis et au Canada et de 1985 à 1987 en Europe du Sud. A la fin des années quatre-vingt, les États-Unis et à un moindre degré le Canada retrouvaient leur taux de chômage de longue période, tandis que la Suède, la Norvège, la Suisse et le Japon sont restés, sur l'ensemble de la période, proches du plein emploi (graphique 2).

2. Taux de chômage en Amérique du Nord, au Japon et dans les pays scandinaves (en %)



Source : OCDE.

**... résulte principalement d'une hausse du chômage de longue durée**

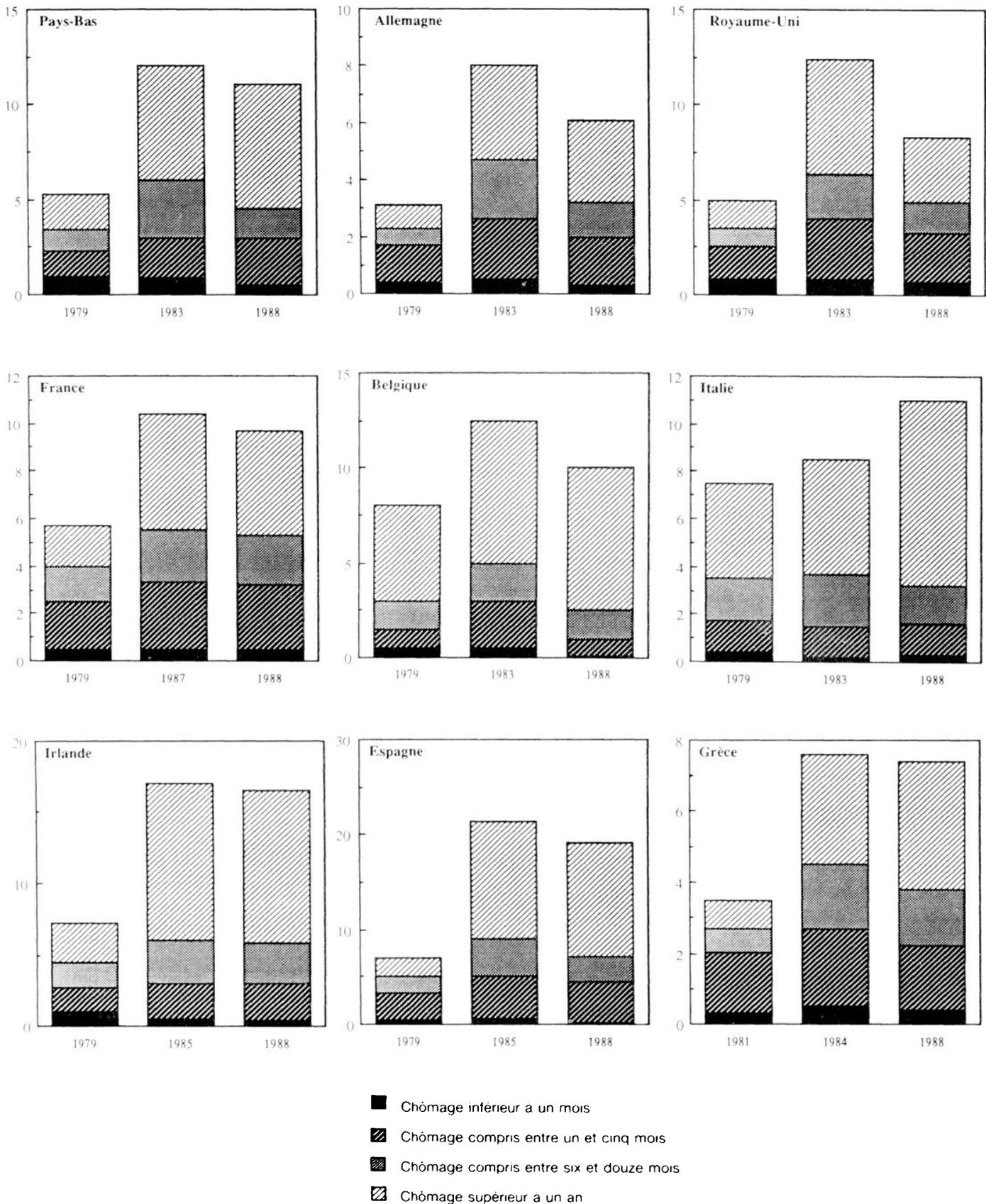
La persistance d'un niveau élevé de chômage dans les pays de la communauté se double d'une autre caractéristique majeure des années quatre-vingt : la montée du chômage de longue durée. Le graphique 3 présente la décomposition du taux de chômage selon sa durée :

- inférieure à 1 mois,
- inférieure à 6 mois,
- inférieure à un an,
- supérieure à un an (chômage de longue durée).

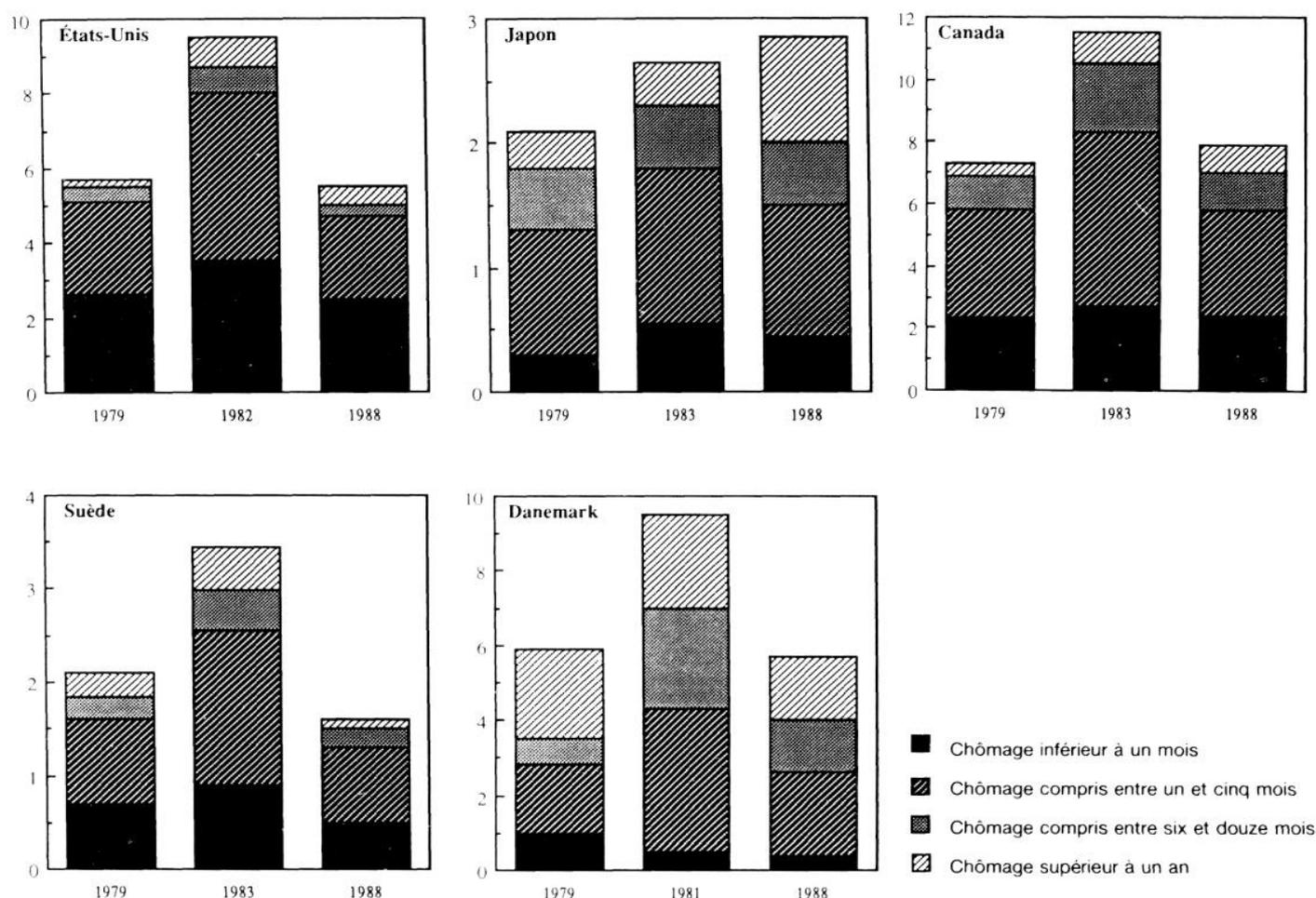
Dans tous les pays de la Communauté européenne, la hausse du taux de chômage coïncide presque exclusivement avec celle du chômage de longue durée (graphique 3a). *A contrario*, dans les pays qui sont restés ou revenus au plein emploi (graphique 3b), le chômage de longue durée ne représente qu'une faible part du chômage (moins de 10 % aux États-Unis, au Canada et en Suède).

Cette différence dans la durée du chômage atteste des différences de nature du chômage en Europe et en Amérique du Nord. La montée du chômage a été un phénomène essentiellement conjoncturel aux États-Unis, lié à la récession du début des années quatre-vingt. Le taux de chômage relativement élevé (5 %) que connaît sur longue période l'économie Nord-américaine reflète en fait la grande mobilité du marché du travail et correspond à un taux de chômage de plein emploi. En effet, la moitié des chômeurs ont une durée de chômage inférieure à un mois et les quatre cinquièmes une durée inférieure à six mois.

3a. Taux de chômage selon la durée (en %)



3b. Taux de chômage selon la durée (en %)



Sources : OCDE, Perspectives de l'Emploi, juillet 1990.

La situation est tout autre dans les pays de la Communauté. Le chômage de longue durée, qui représentait en 1975 entre 10 et 20 % du chômage total en France, RFA, Royaume-Uni, Pays-Bas et 30 % en Belgique et Italie, affectait en 1985 la moitié des chômeurs dans les quatre premiers pays et les trois quarts en Belgique et Italie. De plus, alors que ce chômage de longue durée concernait essentiellement les travailleurs âgés de plus de 45 ans en 1973, il affectait en 1985 l'ensemble des classes d'âge et notamment les jeunes de moins de 25 ans.

Les écarts de taux de chômage entre pays ne résultent pas en effet de la différence dans les probabilités d'entrée en chômage mais des écarts considérables dans celles d'en sortir. Les pays à faible chômage ont souvent des taux d'entrée élevés (États-Unis, Suède, Canada), mais ils ont surtout de très forts taux de sortie. Les entrées en chômage représentent chaque mois 2 % de la population active aux États-Unis et au Canada, mais 30 à 40 % des chômeurs retrouvent un emploi dans le mois qui suit leur entrée en chômage. En Europe communautaire, le

taux d'entrée est presque dix fois plus faible (0,2 à 0,3 % de la population active) mais le taux de sortie est également dix fois plus faible et il a beaucoup diminué dans les années quatre-vingt. La Suède et le Japon ont une situation intermédiaire entre l'Europe communautaire et l'Amérique du Nord.

Nous terminerons cette brève étude comparative du chômage par quelques caractéristiques structurelles.

### Une faible dispersion régionale des taux de chômage en France

Le tableau 1 fournit un indicateur de la dispersion régionale des taux de chômage dans les cinq grands pays de la Communauté européenne en 1987. Parmi ces pays, c'est la France qui connaît la plus faible dispersion des taux de chômage. L'écart moyen au taux de chômage national (écart-type) n'est que de 1,7 point, alors qu'il dépasse 2 points au Royaume-Uni et en RFA et atteint 5 points en Italie et en Espagne. Exprimé en pourcentage du taux de chômage, cet écart moyen des taux régionaux à la moyenne nationale n'est que de 16 % en France alors qu'il est de 25 % en Espagne et au Royaume-Uni, 33 % en RFA et 47 % en Italie.

#### 1. Dispersion des taux de chômage régionaux en 1987

	Moyenne (1)	Écart type (2)	Variabilité (3) = (2)/(1)	Nombre de régions
France	10,5	1,7	0,16	11
RFA	6,2	2,1	0,33	11
Royaume-Uni	10,2	2,6	0,25	11
Italie	11,2	5,3	0,47	12
Espagne	20,1	4,95	0,24	11

Source : OCDE, 1989.

Le graphique 4 compare la dispersion régionale des taux de chômage en France et en Italie. Pour un taux de chômage moyen de 10,5 % en France en 1987, le taux de chômage était légèrement inférieur à 9 % en Ile-de-France et dans la région Rhône-Alpes et proche de 14 % dans le Nord-Pas-de-Calais. En Italie où le taux de chômage national était de 11,2 % en 1987, le taux de chômage de la Lombardie n'était que de 6 % alors qu'il atteignait 22 % en Campagne.

### Le chômage touche surtout les jeunes peu qualifiés

Dans la plupart des pays, le taux de chômage est élevé chez les jeunes et décroît rapidement à l'âge mûr avec parfois une remontée de la probabilité de chômage aux âges élevés (tableau 2).

## 2. Taux de chômage selon l'âge en 1987-1988 (Pays de l'OCDE)

En %

	Hommes						Femmes					
	Total	20-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-44 ans	55 ans <sup>(a)</sup> et plus	Total	20-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55 ans <sup>(a)</sup> et plus
Canada <sup>(c)</sup>	7,9	14,0	8,6	6,2	5,8	6,2	9,0	11,8	9,6	7,8	7,6	7,2
États-Unis	5,6	10,2	6,4	4,7	3,8	3,9	4,8	8,9	5,4	4,3	3,0	2,4
Belgique <sup>(c)</sup>	6,9	15,3	6,6	5,9	5,0	5,3	17,4	25,8	19,9	13,6	11,1	6,5
RFA <sup>(b)</sup>	6,9	10,3	7,8	5,6	5,6	7,3	9,4	9,6	11,1	8,6	7,8	9,1
Grèce <sup>(b)</sup>	4,8	18,8	6,1	3,1	2,8	2,0	9,9	31,3	12,7	6,4	4,0	1,0
Italie <sup>(bd)</sup>	6,7	25,9	12,0	3,9	2,4	2,7	16,3	38,1	23,7	11,9	7,4	4,4
Pays-Bas <sup>(b)</sup>	7,5	10,4	7,3	5,6	6,1	13,1	13,2	12,6	13,6	14,3	11,6	12,8
Espagne <sup>(b)</sup>	15,5	35,4	17,7	9,7	10,5	10,5	24,4	46,8	27,0	16,2	10,6	5,9
Suède <sup>(b)</sup>	1,8	4,3	2,1	1,1	0,8	2,0	1,8	4,3	2,1	1,0	0,8	2,0
Royaume-Uni <sup>(b)</sup>	10,4	15,3	11,5	7,8	8,8	11,2	9,7	13,9	12,9	7,7	6,7	7,4

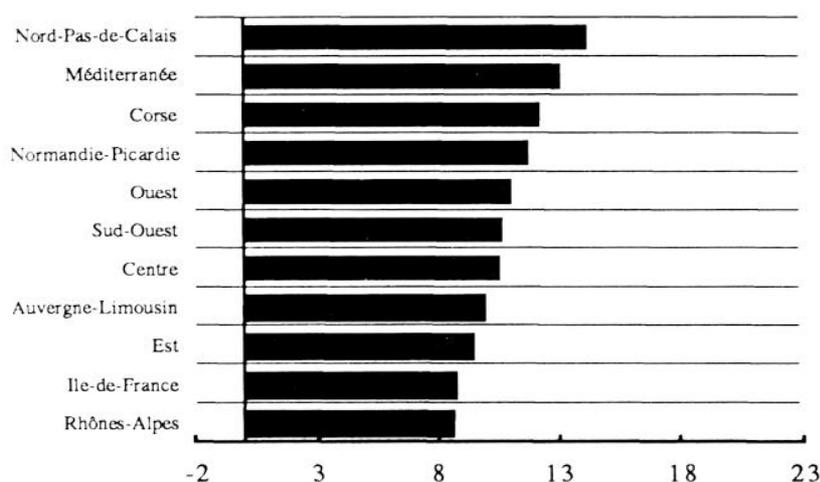
Source : OCDE, *Perspectives de l'emploi*, 1989, pages 93-94.

(a) Le groupe d'âge 55 ans et plus se réfère seulement aux personnes âgées de 55 à 64 ans aux Pays-Bas, Royaume-Uni (hommes) et Suède, 50 à 64 ans en Italie, 55 à 60 ans au Royaume-Uni (femmes), 55 à 75 ans en Norvège.

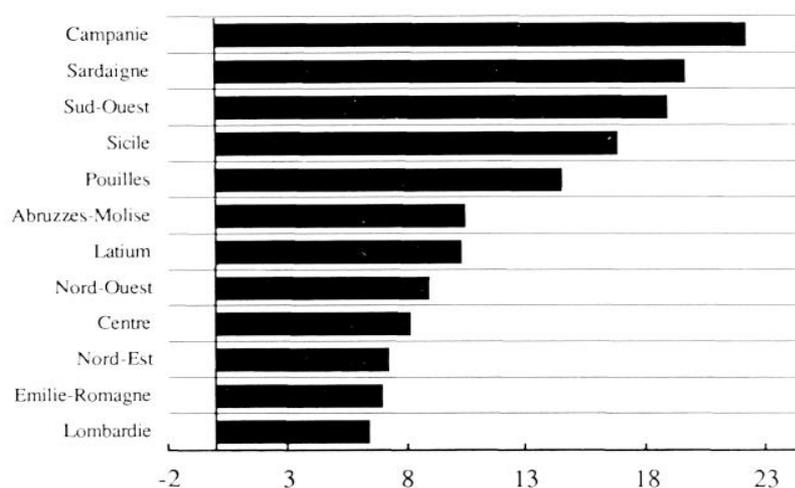
(b) Les données se réfèrent à 1986.

(c) Les données se réfèrent à 1987.

(d) Pour l'Italie, les tranches d'âge sont 25-29, 30-39, 40-49 et 50-64.



4. Dispersion régionale des taux de chômage en France et en Italie



### 3. Taux de chômage selon l'âge et le diplôme (France)

En %

	Hommes			Femmes		
	15-24 ans	25-49 ans	plus de 50 ans	15-24 ans	25-49 ans	plus de 50 ans
Aucun diplôme ou CEP	29,7	9,9	7,8	40,5	16,0	8,8
BEPC seul	19,5	4,2	3,8	26,6	9,2	7,0
CAP, BEP ou équivalent	15,2	4,9	5,3	24,8	10,1	7,9
Bac ou Brevet professionnel	11,3	3,0	4,7	17,5	6,2	5,6
1 <sup>er</sup> cycle universitaire, BTS, DUT	8,9	2,7	4,1	7,1	3,6	1,9
2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> cycles universitaires	10,6	2,6	2,6	11,2	4,5	1,8

Source : INSEE, enquête emploi 1988, p. 74.

L'analyse des taux de chômage selon le niveau d'instruction montre d'autre part que la probabilité de chômage diminue avec celui-ci. Les taux de chômage élevés concernent surtout la population jeune et non qualifiée. En France en 1988, le chômage atteignait 18 % de la population active masculine de 15 à 24 ans et 25 % de la population active féminine. Ces taux s'élevaient respectivement à 30 et 40 % chez les jeunes ne possédant aucun diplôme ou le seul CEP, alors qu'ils étaient seulement de 7 et 9 % pour les titulaires d'un diplôme de premier cycle universitaire ou d'un BTS et proches de 11 % pour les diplômés de 2<sup>e</sup> ou de 3<sup>e</sup> cycle universitaire (tableau 3).

Le tableau 4 montre que la même hiérarchie des taux de chômage se retrouve dans les pays industrialisés. Tous âges confondus, le taux de chômage des hommes est six fois plus faible aux États-Unis, en Norvège et en Autriche pour les diplômés de l'enseignement supérieur que pour ceux qui ne possèdent aucun diplôme ou ont un niveau d'étude inférieur au 2<sup>e</sup> cycle de l'enseignement secondaire. Ce rapport est égal à 5 en RFA, 4 au Royaume-Uni, en France et au Canada, 3 en Belgique, 2,5 en Suède et aux Pays-Bas, inférieur à 2 en Italie et légèrement supérieur à 1 en Espagne. Le taux de chômage des hommes diplômés de l'enseignement supérieur est en revanche supérieur à celui des non diplômés en Grèce.

L'avantage conféré par le diplôme est en général plus faible pour la population féminine. Le rapport précédent n'est que de 5 aux États-Unis et tombe à 2 en Norvège, en Autriche et en RFA et 1,5 aux Pays-Bas et en Italie. La situation de la population féminine au regard des diplômes et du chômage est en revanche identique à celle de la population masculine en France, Belgique et Suède, alors que les femmes diplômées de l'enseignement supérieur connaissent au contraire un fort taux de chômage en Espagne et surtout en Grèce. Dans ces deux pays, mais aussi en Italie, c'est particulièrement dans la catégorie des jeunes (20 à 24 ans) que s'observe ce phénomène d'inversion. Le taux de chômage des femmes diplômées de l'enseignement supérieur et âgées de 20 à 24 ans atteint 42 % en Grèce, 60 en Italie et 65 en Espagne alors que les taux de chômage moyens des femmes de cette tranche d'âge sont respectivement de 31, 38 et 47 %. Cependant, le faible nombre de personnes de cette catégorie est sans doute source de biais statistiques importants<sup>(1)</sup>. En résumé, le chômeur est le plus fréquemment jeune, non diplômé et de sexe féminin.

---

(1) Il faut rappeler que les sources statistiques sont les enquêtes par sondage sur les forces de travail. Dans le cas de la France (enquête emploi) le taux de sondage est 1/300 et l'intervalle de confiance à 95 % est par exemple en 1988 de  $\pm 0,3$  % pour le taux de chômage total (10,2 %) et de  $\pm 1,4$  % pour le taux de chômage des femmes âgées de 20 à 24 ans (26,6 %). Il est encore plus élevé pour une catégorie plus fine.

## 4. Taux de chômage selon le diplôme (Pays de l'OCDE)

En %

	Total	Niveau A	Niveau B	Niveau C	Niveau D	Niveau E
<b>Canada</b>						
• Hommes	7,9	11,2	8,5	—	6,3	3,4
• Femmes	9,0	12,7	9,8	—	7,2	5,5
<b>États-Unis</b>						
• Hommes	5,6	10,7	6,7	—	4,3	1,8
• Femmes	4,8	9,6	5,4	—	3,6	2,1
<b>Belgique</b>						
• Hommes	6,9	9,0	4,6	—	—	3,2
• Femmes	17,4	22,4	15,9	—	—	7,7
<b>RFA</b>						
• Hommes	6,9	14,4	5,5	5,9	3,0	3,0
• Femmes	9,4	12,9	8,1	8,2	8,8	6,9
<b>Grèce</b>						
• Hommes	4,8	3,9	7,3	—	8,1	4,2
• Femmes	9,9	6,2	18,7	—	14,1	12,7
<b>Italie</b>						
• Hommes	6,7	6,2	9,2	—	—	3,3
• Femmes	16,3	15,3	20,0	—	—	9,3
<b>Pays-Bas</b>						
• Hommes	7,5	10,9	4,8	—	4,3	4,4
• Femmes	13,2	16,5	10,3	—	10,7	11,4
<b>Espagne</b>						
• Hommes	15,5	14,7	18,8	—	11,3	9,9
• Femmes	24,4	17,9	33,7	—	21,8	27,4
<b>Suède</b>						
• Hommes	1,8	2,1	1,4	2,2	1,4	0,8
• Femmes	1,8	2,2	1,5	2,1	0,8	0,8
<b>Royaume-Uni</b>						
• Hommes	10,4	14,8	7,7	8,1	—	3,7
• Femmes	9,7	11,3	7,0	10,1	—	4,7

Source : OCDE, *Perspectives de l'emploi*, 1989, pages 93-94.

Notes: Caractéristiques des niveaux de diplômes:

A. Études de niveau inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire.

B. Études secondaires de 2ème cycle complètes.

C. Formation professionnelle non théorique.

D. Études post secondaires partielles, non sanctionnées par un diplôme.

E. Études sanctionnées par un diplôme universitaire.

Années : voir tableau 2.

## Croissance démographique et variation des taux d'activité

Trois phénomènes majeurs caractérisent l'évolution des populations actives des pays industrialisés au cours des quinze dernières années :

— la croissance de la population en âge d'activité est restée forte malgré le ralentissement de la croissance démographique,

— l'inversion des soldes migratoires a entraîné une forte progression de la population active depuis 1974 dans les pays d'émigration traditionnels (Europe du Sud, Irlande),

— la période 1985-1990 constitue un tournant dans l'évolution démographique des pays de l'OCDE avec la diminution de la population jeune en âge d'activité (15 à 24 ans) et le ralentissement de la croissance de la population d'âge actif (15 à 64 ans).

### **La baisse de la fécondité...**

La baisse de la fécondité a entraîné dans tous les pays un ralentissement de l'accroissement naturel dont les conséquences ont été toutefois faibles jusqu'au milieu des années quatre-vingt sur la population en âge d'activité.

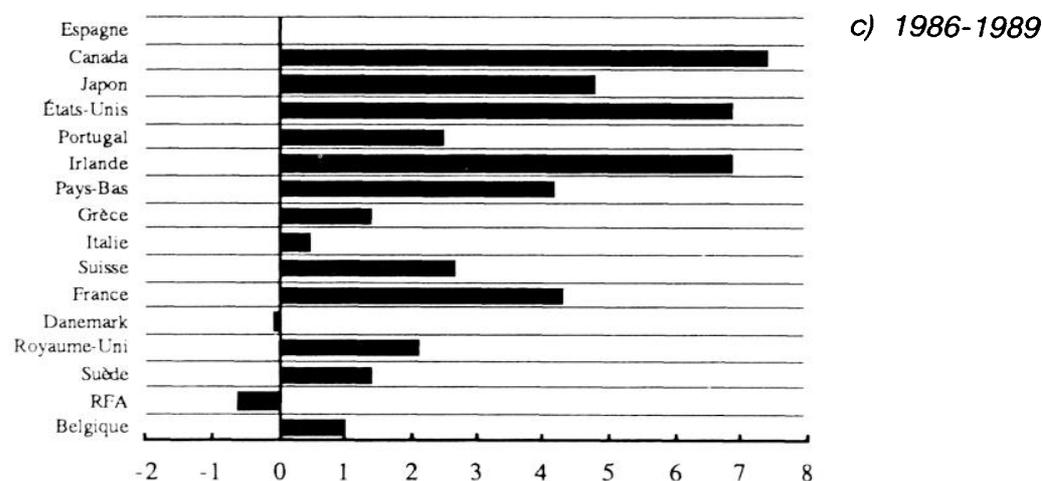
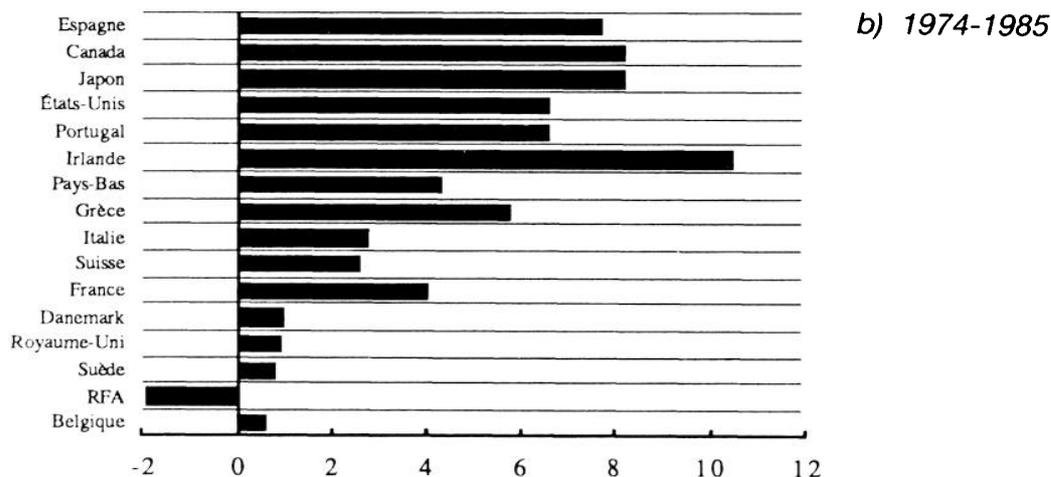
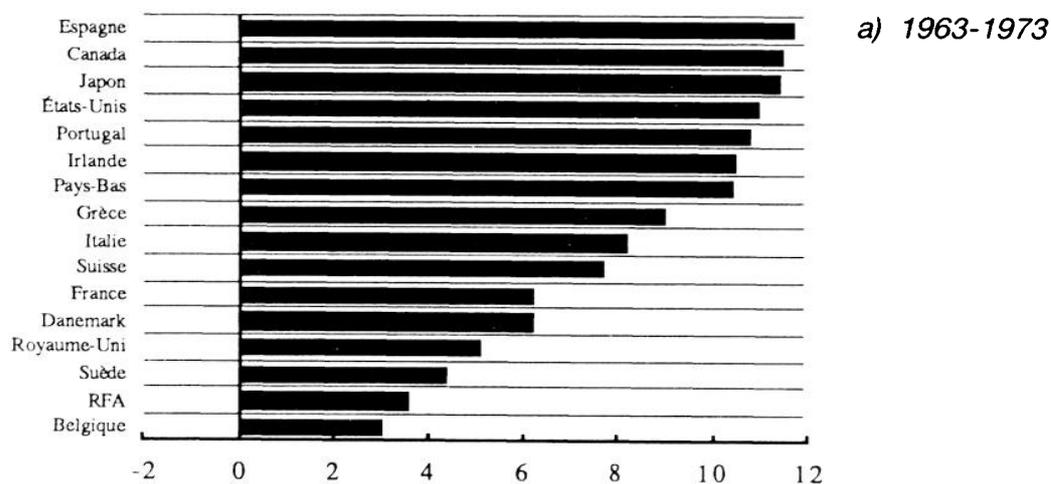
Amorcée au milieu des années soixante dans l'Europe du Nord et de l'Ouest, la baisse de la fécondité a gagné depuis une décennie l'Europe du Sud. Dans ces pays, la baisse a été très rapide au point que l'Italie est aujourd'hui le pays ayant le taux de fécondité le plus faible (indicateur conjoncturel de 1,3 enfant par femme en 1988). En Europe du Nord, on observe en revanche une stabilisation ou une remontée des indicateurs conjoncturels de la fécondité depuis le milieu des années quatre-vingt. La baisse des indicateurs conjoncturels de la fécondité exagère cependant l'évolution de la fécondité des différentes générations (descendance finale qui n'est connue qu'avec un long retard). L'âge moyen à la naissance du premier enfant a en effet reculé de 24,4 ans en 1970 à 25,9 ans en 1987 dans la Communauté européenne. Ce décalage dans le calendrier des naissances a assez largement contribué à la diminution des indicateurs conjoncturels au cours des quinze dernières années sans que cela traduise un effondrement aussi marqué de la fécondité des différentes générations. L'indicateur conjoncturel est par exemple inférieur au taux de renouvellement des générations depuis le début des années soixante-dix en France, alors que la descendance finale des générations n'est jamais descendue en dessous de deux.

### **... a entraîné une réduction générale mais inégale des taux d'accroissement naturels**

Dans l'ensemble de la Communauté, l'accroissement naturel annuel est passé de 2,2 millions en 1960 à 0,6 million en 1988. Le graphique 5 montre que le ralentissement de la croissance démographique a affecté de façon très contrastée les différents pays industrialisés. Parmi les pays ayant un fort taux de croissance naturel sur la période 1960-1973, seuls les États-Unis, le Canada et l'Irlande ont conservé un taux élevé sur les périodes ultérieures. Les pays d'Europe du Sud, et notamment l'Italie et la Grèce, ont connu au contraire un ralentissement très marqué qui s'est poursuivi sur la période 1986-1989. Le déclin des pays d'Europe du Nord dont le taux de croissance naturel était déjà faible dans les années soixante s'est poursuivi, notamment en RFA où ce taux

est devenu négatif sur la période 1973-1985. En revanche, le taux de croissance naturel n'a que peu fléchi sur cette période en France et aux Pays-Bas (de 6 à 4 %).

5. Taux d'accroissement naturel de la population  
(taux moyen du 1/1 au 31/12 en ‰)



Note : 1986-1988 pour le Japon, la Suisse, les États-Unis, le Canada et la Suède.

## **L'inversion des soldes migratoires dans les pays d'émigration**

Le phénomène incontestablement le plus marquant des années 1973-1985 aura été l'inversion des soldes migratoires en Europe du Sud et en Irlande. Ce phénomène résulte à la fois de la montée du chômage en Europe du Nord qui a ralenti les flux migratoires, des conséquences du développement économique de l'Europe du Sud et des événements politiques intervenus dans ces pays au milieu des années soixante-dix (retour à la démocratie en Grèce, au Portugal et en Espagne). Tandis que les années cinquante et soixante sont marquées par de forts courants migratoires entre l'Europe du Sud et l'Europe du Nord (graphique 6a), les années 1974-1985 voient coïncider le ralentissement de l'immigration en Europe du Nord (notamment lors des récessions de 1974-1975 et du début des années quatre-vingt) et le retour des immigrants dans les pays du Sud. Le Portugal et la Grèce qui avaient le taux le plus élevé d'émigration dans les années soixante (1,1 % par an en moyenne au Portugal et 0,3 en Grèce) connaissent ainsi dans les années 1973-1985 les plus forts taux d'immigration (respectivement 0,4 et 0,3 %). Avec les pays d'immigration traditionnels (États-Unis, Canada) et les Pays-Bas, ce sont les seuls pays à connaître un taux d'immigration significatif sur la période (graphique 6b). Le flux migratoire est au contraire devenu très faible dans les pays européens qui connaissaient une immigration importante dans la période antérieure (France, RFA et Belgique) et il s'est inversé en Suisse.

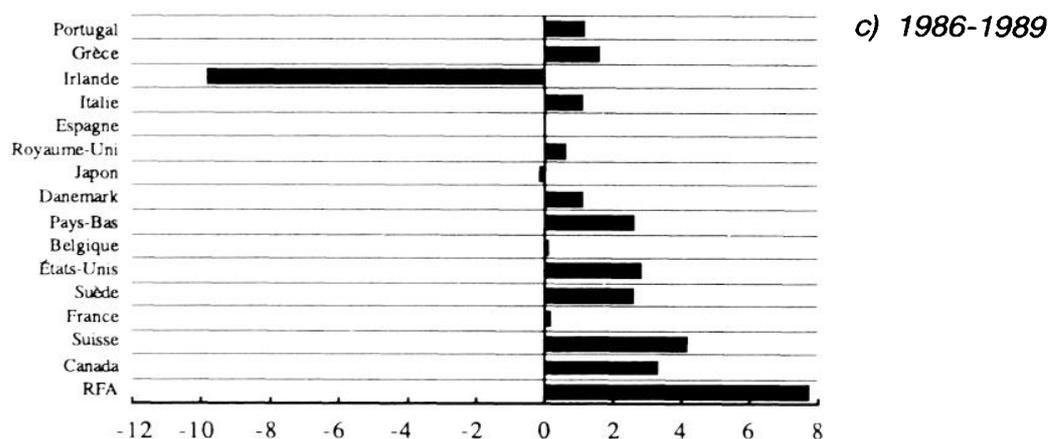
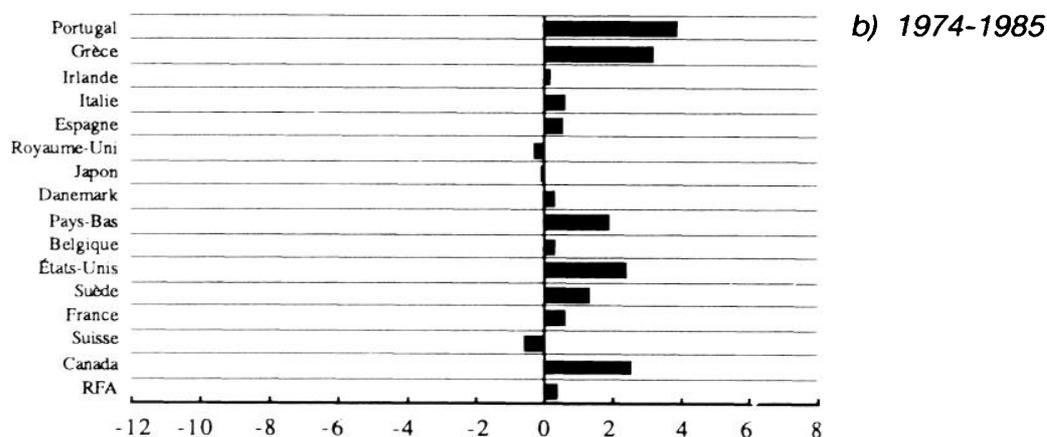
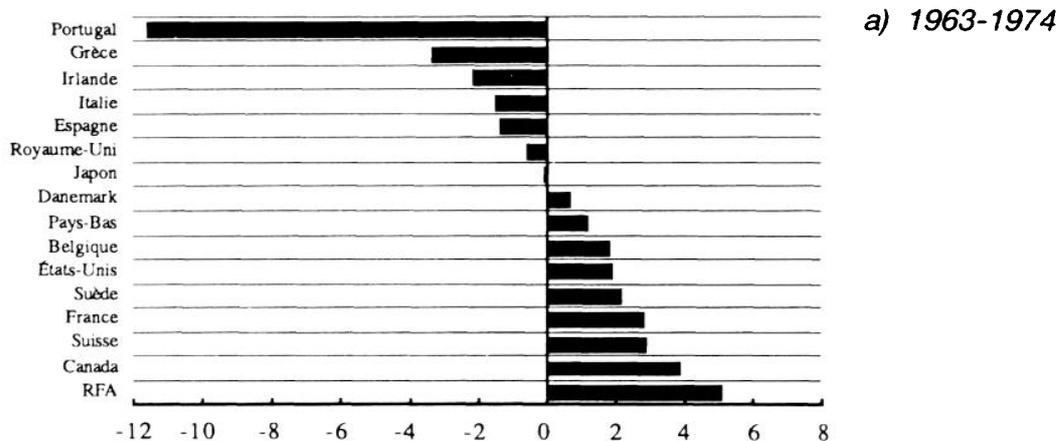
Sur la période 1985-1989, les deux changements majeurs intervenus dans les flux migratoires (graphique 6c) sont la forte reprise de l'émigration en Irlande et l'arrivée massive des immigrants des pays de l'Est en RFA au cours des deux dernières années (1 million de personnes en 1989). L'immigration a également repris fortement en Suisse, avec le redémarrage de la croissance économique.

## **La croissance de la population en âge d'activité est restée forte de 1973 à 1985**

Le ralentissement de la croissance démographique est général sur la période 1973-1985 (tableau 5). Seuls les pays ayant connu une forte inversion des flux migratoires échappent à ce phénomène. Cependant, en raison de l'arrivée à l'âge d'activité des générations nombreuses de l'après-guerre et des modifications de la pyramide des âges dues à la baisse de la fécondité, la croissance de la population en âge d'activité (15 à 65 ans) s'accélère au contraire dans presque tous les pays.

Sur la période 1973-1985, presque tous les pays de la Communauté européenne ont connu une accélération de la croissance de la population en âge d'activité alors que la croissance de la population totale ralentissait fortement. En RFA où la population totale diminuait de 0,12 % par an de 1973 à 1985, la population en âge d'activité augmentait en moyenne de 0,65 % par an. La France et les Pays-Bas connaissaient un léger ralentissement, mais à partir d'un taux de croissance élevé. Il en était de même aux États-Unis, au Canada et au Japon,

6. Soldes migratoires en ‰



Note : 1986-1988 pour le Japon, la Suisse, les États-Unis, le Canada et la Suède.

mais, là encore, à partir d'un taux de croissance élevé. Seuls le Danemark, la Suisse et la Suède ont connu à la fois un ralentissement et un faible taux de croissance de la population en âge d'activité. En revanche, le ralentissement de la croissance de la population en âge d'activité est devenu général à partir de 1985. Tandis que sept des seize pays présentés dans le tableau 5 avaient un taux de croissance

## 5. Croissance démographique et population active de 1960 à 1989

En %

	Population totale			Population 15-64 ans			Population active totale		
	60-73	73-85	85-89	60-73	73-85	85-89	60-73	73-85	85-89
Canada	1,62	1,10	1,1	2,26	1,67	0,9	2,75	2,51	1,9
États-Unis	1,23	1,02	1,0	1,69	1,41	0,8	1,89	2,11	1,7
Japon	1,18	0,88	0,5	1,71	0,86	0,9	1,28	0,94	1,3
Belgique	0,48	0,10	0,1	0,34	0,60	0,1	0,69	0,57	0,1
Danemark	0,71	0,15	0,1	0,71	0,43	0,4	1,20	0,98	1,3
France	1,02	0,47	0,4	1,06	0,93	0,5	0,78	0,69	0,4
RFA	0,84	-0,12	0,4	0,36	0,65	0,5	0,19	0,20	0,6
Grèce	0,54	0,89	0,3	0,31	1,13	0,6	-0,78	1,50	0,7
Irlande	0,62	1,18	-0,0	0,53	1,48	0,4	0,03	1,18	0,0
Italie	0,65	0,35	0,2	0,55	0,83	0,4	-0,40	0,99	0,8
Pays-Bas	1,21	0,63	0,6	1,48	1,31	0,6	0,95	1,45	1,45
Portugal	-0,01	1,06	0,4	-0,28	1,45	0,8	0,35	1,96	0,9
Espagne	1,00	0,84	0,4	0,83	1,16	0,8	0,81	0,35	2,1
Suède	0,65	0,21	0,3	0,52	0,20	0,2	0,63	0,89	0,6
Suisse	1,41	0,12	0,7	1,02	0,50	0,8	1,32	-0,28	1,0
Royaume-Uni	0,54	0,06	0,3	0,24	0,47	0,2	0,34	0,65	0,7

Sources : OCDE, CEE.

Notes : Population totale : 85-88 en Irlande, Espagne, Suède. Rupture statistique en RFA (1987);

Population active : 74-85 au Portugal (Portugal continental depuis 74); 73-84 en Suisse (rupture statistique en 1985). La population active inclut en général les militaires du contingent.

supérieur à 1 % par an de 1973 à 1985 (dont quatre proches de 1,5 %), le taux le plus élevé a été seulement de 0,9 % de 1985 à 1989 (Canada et Japon).

Mais le phénomène le plus marquant des cinq dernières années est que la baisse de la natalité se répercute maintenant sur la population en âge d'activité. La population âgée de 15 à 24 ans augmentait encore dans tous les pays de 1980 à 1985 (à l'exception de la Belgique, du Canada et des États-Unis) alors qu'elle a diminué dans presque tous les pays dans la deuxième moitié de la décennie (en moyenne de 0,7 % dans l'ensemble de la zone OCDE). Seuls l'Espagne, le Japon et le Portugal ont encore une légère augmentation (inférieure cependant à un quart de point). Les années quatre-vingt-dix seront ainsi caractérisées par un vieillissement important de la population active dans tous les pays industrialisés.

## **Prolongation de la scolarité et réduction de l'activité aux âges élevés compensent en Europe la hausse de l'activité féminine**

La croissance de la population active est restée forte au cours de la période 1973-1985, se maintenant à un rythme élevé aux États-Unis et au Canada (respectivement 2,5 et 2,1 %) ou s'accroissant dans les pays d'Europe du Sud qui ont connu une inversion des flux migratoires (Grèce, Portugal, Italie). Seule la Suisse a connu une diminution de la population active <sup>(2)</sup> (- 0,3 % par an), qui a d'ailleurs largement contribué au maintien du plein emploi. Une analyse plus détaillée des facteurs expliquant l'évolution de la population active est présentée dans le tableau 6. Ce tableau décompose, pour les périodes 1975-1980, 1980-1985 et 1985-1988, la croissance de la population active en chacune de ses composantes :

- contribution de la croissance démographique,
- contribution de la variation des taux d'activité selon l'âge et le sexe.

La contribution de la croissance démographique a régressé dans les pays où elle dépassait 1 % dans la deuxième moitié des années soixante-dix, tandis qu'elle est restée relativement stable dans les pays de faible croissance.

L'impact des taux d'activité résulte de plusieurs facteurs contradictoires :

- la hausse des taux d'activité féminins, notamment dans la tranche d'âge 25-54 ans,
- la prolongation de la scolarité qui entraîne une baisse des taux d'activité des jeunes,
- la réduction des taux d'activité au delà de 55 ans.

La hausse des taux d'activité féminins est un phénomène général qui a contribué en moyenne dans l'ensemble des pays de l'OCDE pour 0,5 point à la croissance de la population active. Cette contribution a eu cependant tendance à diminuer légèrement, sauf en RFA, en Irlande et en Espagne où elle a été particulièrement forte de 1985 à 1988. Les taux d'activité des hommes de 25 à 55 ans ont au contraire légèrement baissé en moyenne dans l'ensemble de la zone OCDE.

La prolongation de la scolarité interfère avec la hausse des taux d'activité féminins dans la tranche d'âge 15 à 24 ans, de sorte que les effets sont contrastés selon les pays. La contribution de la variation des taux d'activité des jeunes à la croissance de la population active est légèrement positive au Canada, aux États-Unis, au Danemark et au Royaume-Uni et faiblement négative au Japon et aux Pays-Bas. La prolongation de la scolarité et diverses mesures relatives à la formation professionnelle des jeunes ont en revanche très largement contribué à la réduction de la population active jeune en Belgique, Irlande et

---

(2) Sur la période 1973-1984. La série présente une forte rupture statistique depuis 1985 (nouvelle série depuis cette date). De 1973 à 1984, la population active diminue régulièrement de 0,2 à 0,3 % en moyenne. De 1984 à 1985, la hausse est de 7 %.

## 6. Composantes de la croissance de la population active

Contributions au taux annuel moyen en %

	Canada			États-Unis			Japon			Suède		
	75/80	80/85	85/88	75/80	80/85	85/88	75/80	80/85	85/88	75/80	80/85	85/88
Croissance de la population active	3,02	1,61	1,94	2,71	1,54	1,76	1,20	1,09	1,12	0,90	0,49	0,95
Impact de la croissance démographique	1,98	1,36	1,20	1,85	1,29	1,39	1,16	0,88	0,89	0,32	0,39	0,48
Impact de la variation du taux d'activité	1,06	0,23	0,74	0,87	0,24	0,36	0,02	0,23	0,24	0,57	0,10	0,47
dont: • Hommes et femmes 15-24 ans	0,37	-0,03	0,26	0,25	0,03	0,01	-0,30	-0,03	-0,02	0,07	-0,22	0,14
• Hommes 25-54 ans	0,00	-0,15	0,00	0,01	-0,02	-0,04	-0,04	-0,03	0,04	0,02	-0,02	-0,05
• Femmes 25-54 ans	0,80	0,60	0,67	0,75	0,45	0,43	0,41	0,34	0,27	0,65	0,43	0,23
• Hommes 55 ans et plus	-0,13	-0,17	-0,17	-0,12	-0,17	-0,07	-0,08	-0,05	-0,02	-0,22	-0,16	0,01
• Femmes 55 ans et plus	0,03	-0,03	-0,01	-0,01	-0,04	0,02	0,01	0,00	-0,02	0,06	0,10	0,47

	Belgique			Danemark			France			RFA		
	75/80	80/85	85/88	75/80	80/85	85/88	75/80	80/85	85/88	75/80	80/85	85/88
Croissance de la population active	0,39	0,11	0,11	1,08	1,21	0,66	0,86	0,47	0,25	0,50	0,64	0,92
Impact de la croissance démographique	0,47	0,26	0,35	0,65	0,49	0,58	0,70	0,90	0,74	0,73	0,52	0,21
Impact de la variation du taux d'activité	-0,08	-0,19	-0,25	0,43	0,73	0,09	0,16	-0,43	-0,50	-0,19	0,12	0,71
dont: • Hommes et femmes 15-24 ans	0,20	-0,62	-0,44	0,43	0,58	0,18	-0,20	-0,25	-0,56	-0,25	0,04	0,31
• Hommes 25-54 ans	-0,45	0,07	0,15	-0,03	-0,21	-0,08	-0,01	-0,14	-0,04	-0,02	-0,12	-0,37
• Femmes 25-54 ans	0,52	0,67	0,53	0,66	0,47	0,10	0,49	0,45	0,34	0,25	0,31	0,72
• Hommes 55 ans et plus	-0,32	-0,26	-0,41	-0,50	-0,08	-0,02	-0,13	-0,33	-0,20	-0,15	0,00	-0,02
• Femmes 55 ans et plus	-0,03	-0,06	-0,09	-0,13	-0,04	-0,09	0,01	-0,15	-0,04	-0,02	-0,10	0,08

6. Composantes de la croissance de la population active

	Grèce			Irlande			Italie			Pays-Bas			
	75/80	80/85	85/88	75/80	80/85	85/88	75/80	80/85	85/88	75/80	80/85	85/88	
Croissance de la population active	1,06	2,43	0,58	1,60	0,91	0,65	1,21	0,75	1,41	0,75	0,39	0,89	
Impact de la croissance démographique	1,62	0,86	0,37	1,77	1,26	0,57	1,07	0,52	0,60	1,46	1,24	1,01	
Impact de la variation du taux d'activité	-0,59	1,59	0,21	-0,17	-0,37	0,05	0,09	0,24	0,83	-0,71	-0,86	-0,13	
dont:													
• Hommes et femmes	15-24 ans	-2,02	0,47	0,36	0,05	-0,34	-0,94	0,35	-0,11	0,21	-0,49	-0,12	0,00
• Hommes	25-54 ans	1,10	0,01	-0,06	0,00	0,04	-0,07	-0,89	-0,11	-0,02	-0,50	-0,70	-0,08
• Femmes	25-54 ans	0,38	1,02	0,23	0,19	0,32	1,08	0,75	0,51	0,75	0,69	0,53	0,48
• Hommes	55 ans et plus	0,02	-0,19	-0,34	-0,27	-0,31	0,02	-0,14	-0,03	-0,09	-0,35	-0,47	-0,38
• Femmes	55 ans et plus	-0,14	0,30	0,02	-0,13	-0,09	-0,05	0,04	-0,03	-0,02	-0,05	-0,09	-0,15

	Portugal			Espagne			Royaume-Uni			Total OCDE			
	75/80	80/85	85/88	75/80	80/85	85/88	75/80	80/85	85/88	75/80	80/85	85/88	
Croissance de la population active	1,98	0,91	0,75	-0,09	0,76	1,88	0,62	0,73	0,71	1,55	1,11	1,31	
Impact de la croissance démographique	1,23	1,11	0,93	0,99	1,27	1,14	0,57	0,71	0,39	1,27	1,00	0,96	
Impact de la variation du taux d'activité	0,74	-0,20	-0,17	-1,01	-0,46	0,74	0,03	0,02	0,32	0,27	0,11	0,35	
dont:													
• Hommes et femmes	15-24 ans	0,14	-0,61	-0,47	-0,35	-0,35	0,33	0,36	0,03	0,22	0,02	-0,04	0,05
• Hommes	25-54 ans	0,04	0,00	0,01	-0,41	-0,05	-0,26	-0,06	0,03	-0,14	-0,09	-0,06	-0,07
• Femmes	25-54 ans	0,81	0,77	0,45	0,18	0,43	1,18	0,17	0,39	0,31	0,52	0,43	0,47
• Hommes	55 ans et plus	-0,19	-0,34	-0,11	-0,27	-0,37	-0,47	-0,33	-0,31	-0,10	-0,16	-0,16	-0,10
• Femmes	55 ans et plus	-0,6	-0,03	-0,05	-0,16	-0,12	-0,04	-0,11	-0,12	0,02	-0,02	-0,05	0,00

Source : OCDE, perspectives de l'emploi, juillet 1990.

Notes : 14-24 ans en Italie, 16-24 ans aux États-Unis, en Norvège, Espagne, Suède, Royaume-Uni; 25-59 ans, 60 ans et plus pour l'Italie et le Danemark. La somme des contributions n'est pas exactement égale au taux de croissance total en raison d'un terme du second ordre qui représente l'effet combiné des deux variations.

Portugal depuis 1980 et en France sur l'ensemble de la période et plus particulièrement de 1985 à 1988. L'allongement de la scolarité a également fortement joué en Grèce de 1975 à 1980 (contribution de - 2 %) et en Espagne sur la période 1975-1985.

La réduction des taux d'activité masculins aux âges élevés (plus de 55 ans) est un phénomène général qui a contribué en moyenne pour 0,1 à 0,2 point à la réduction de la croissance de la population active. Cette contribution a dépassé 0,3 point en France, au Portugal, en Irlande et au Royaume-Uni dans la première moitié des années quatre-vingt, en Belgique, en Espagne et aux Pays-Bas sur l'ensemble de la période, ainsi qu'en Grèce depuis 1985.

Au total, les effets combinés des variations des taux d'activité se sont à peu près compensés en moyenne dans les pays européens alors qu'ils ont contribué pour près d'un point à la croissance de la population active en Amérique du Nord de 1976 à 1980 et 0,3 à 0,4 point ensuite. Mais, même dans ces pays, cette contribution reste inférieure à celle de la démographie. En France, la contribution des taux d'activité a été fortement négative dans les années quatre-vingt, compensant la moitié de l'impact démographique de 1980 à 1985 et les trois quarts de 1985 à 1988.

## **Croissance, emploi et chômage**

Le ralentissement de la croissance économique qui suivit chacun des chocs pétroliers affecta inégalement les pays industrialisés : faible aux États-Unis (- 1,5 %) il atteignit trois points par an en moyenne dans les pays de la Communauté et cinq points au Japon et dans les pays d'Europe du Sud qui connaissaient une croissance élevée (Grèce, Espagne, Portugal).

L'impact de ce ralentissement de la croissance sur l'emploi fut également très différencié. De façon générale, le ralentissement de la croissance de la productivité du travail (production par actif) en absorba une part importante. Cette absorption est résumée, dans le tableau 7, par l'élasticité de la réduction de la croissance de l'emploi à la réduction de la croissance du PIB (dernière colonne du tableau 7). Aux Pays-Bas, aux États-Unis et au Japon, la réduction de la croissance a été presque entièrement absorbée par la productivité du travail dont la croissance a été réduite dans les mêmes proportions. La réduction de la croissance de la productivité du travail a été en revanche faible en Suisse et en Espagne où la réduction du taux de croissance de l'emploi représente 40 % de la réduction de la croissance du PIB. Enfin, en Suède et dans les pays d'Europe qui ont connu une inversion des flux migratoires, la croissance de l'emploi s'est accélérée alors que celle du PIB ralentissait.

## 7. Croissance et emploi : 1960-1973 et 1973-1985

Taux de variation annuels moyens en %

	PIB			Emploi			Élasticité
	60-73	73-85	Δ PIB	60-73	73-85	Δ Emploi	ΔEmploi/ ΔPIB
CEE à 12	4,7	1,9	-2,8	0,3	-0,1	-0,35	0,12
Belgique	4,9	1,8	-3,1	0,7	-0,3	-1,08	0,35
Danemark	4,4	1,9	-2,5	1,3	0,4	-0,86	0,35
France	5,6	2,3	-3,3	0,7	0,2	-0,51	0,15
RFA	4,4	1,8	-2,6	0,2	-0,4	-0,63	0,24
Espagne	7,2	1,9	-5,3	0,8	-1,4	-2,23	0,42
Royaume-Uni	3,1	1,3	-1,8	0,3	-0,2	-0,45	0,25
Pays-Bas	4,8	1,8	-3,0	0,8	0,7	-0,16	0,05
Grèce	7,7	2,5	-5,2	-0,5	1,0	+1,43	N
Irlande	4,4	3,3	-1,9	0,0	0,1	+0,08	N
Italie	5,3	2,3	-3,0	-0,5	0,6	+1,08	N
Portugal	6,9	2,3	-4,6	0,3	0,5	+0,20	N
États-Unis	4,0	2,5	-1,5	1,9	1,9	-0,04	0,03
Japon	9,6	3,8	-5,8	1,3	0,8	-0,48	0,08
Suède	4,1	1,8	-2,3	0,6	0,9	+0,28	N
Suisse	4,4	0,8	-3,6	1,3	-0,3	-1,70	0,47
Canada	5,4	3,4	-2,0	2,8	2,1	-0,7	0,38

Sources : OCDE, CEE, calculs OFCE.

Notes : 74-85 pour le Portugal, 73-84 pour la Suisse ; N indique une élasticité négative.

En combinant les changements intervenus dans la croissance de la population active, du PIB et de l'emploi, on peut établir une typologie des évolutions observées dans les années 1973-1985. On est conduit à distinguer trois groupes de pays (tableaux 7 et 8) :

— les pays du « Nord de l'Europe communautaire » où la montée du chômage résulte du ralentissement des créations d'emploi face à une croissance de la population active qui n'a que faiblement ralenti ou s'est légèrement accélérée ;

— les pays du « Sud à inversion des flux migratoires » où la forte accélération de la croissance de la population active n'a pu être compensée par les créations d'emploi, alors même que celles-ci étaient plus fortes que dans les années soixante ;

— les pays qui sont restés ou revenus au plein emploi (États-Unis, Japon, Suède, Suisse et à un moindre degré Canada)

Les conséquences sur le chômage de ces évolutions sont présentées dans le tableau 8. Les trois premières colonnes rappellent la valeur

## 8. Population active, emploi, chômage

	Taux de chômage (en %)			Écart 1973-1985 par rapport à 1960-1973		
	1960	1973	1985	Δ Emploi	Δ population active	Écart Emploi/ Pop. active
Canada	6,4	5,5	10,4	-0,7	-0,24	-0,52
Belgique	3,1	2,7	11,3	-1,08	-0,12	-0,96
Danemark	1,6	1,0	9,0	-0,86	-0,22	-0,64
France	0,7	2,7	10,2	-0,51	-0,09	-0,42
RFA	1,0	0,8	7,2	-0,63	0,01	-0,64
Espagne*	2,8	2,5	21,4	-2,23	-0,46	-1,77
Royaume-Uni	1,6	3,0	11,2	-0,45	+0,31	-0,76
Pays-Bas	0,7	2,2	10,6	-0,16	+0,50	-0,66
Grèce	4,7	2,0	7,8	+1,43	+2,28	-0,85
Irlande	4,7	5,7	17,4	+0,08	+1,15	-1,07
Italie	7,2	6,2	9,6	+1,08	+1,39	-0,31
Portugal*	2,6	2,7	8,5	+0,20	+1,65	-1,45
États-Unis	5,4	4,8	7,1	-0,04	+0,22	-0,26
Japon	1,7	1,3	2,6	-0,48	-0,34	-0,14
Suède	1,8	2,5	2,8	+0,28	+0,26	0,02
Suisse	0,2	0,0	0,8	-1,70	-1,60	-0,10

Notes : \* Pour le Portugal, les années prises en compte sont 1964, 1973 et 1985.  
Source : OCDE, 1989.

des taux de chômage en 1960, 1973 et 1985. Les deux suivantes indiquent l'accélération (signe +) ou le ralentissement (signe -) de la croissance annuelle de la population active et de l'emploi observés depuis 1973. L'écart entre ces deux changements de rythmes (dernière colonne) fournit — en première approximation — la rupture dans la variation annuelle (en points) du taux de chômage depuis 1973.

### Dans le « Nord de l'Europe communautaire » : la montée du chômage est due aux ralentissements des créations d'emploi

Ce premier schéma s'applique aux pays d'immigration de l'Europe du Nord (Belgique, Danemark, France, RFA, Pays-Bas) mais aussi au Royaume-Uni qui connaît une faible émigration et à l'Espagne où le flux migratoire s'est pourtant inversé sur la période 1973-1985. Dans tous ces pays, le ralentissement de la croissance a engendré un ralentissement plus ou moins important des créations d'emploi qui est le principal facteur d'augmentation du chômage sur la période. Le ralentissement de la croissance de la population active en a atténué l'impact sur le chômage en Belgique, Danemark, France et Espagne alors que son accélération l'a accentué au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. Ces deux derniers pays constituent en quelque sorte la transition avec le second

schéma observé en Europe communautaire où la forte augmentation de la population active est le facteur déterminant de la hausse du chômage.

**Dans le « Sud de l'Europe communautaire » où les flux migratoires se sont inversés, la montée du chômage résulte de la forte augmentation de la population active**

Ce groupe de pays (Grèce, Irlande, Italie, Portugal) a connu à la fois une forte accélération de la croissance de la population active et une augmentation des créations d'emploi, exceptionnelle en période de ralentissement de la croissance. Nous avons analysé précédemment le phénomène d'inversion des flux migratoires qui a conduit à l'accélération de la croissance de la population active : plus de 2 points en Grèce, 1,6 au Portugal, 1,4 en Italie et 1,1 en Irlande. Mais le phénomène caractéristique de ces quatre pays et plus particulièrement des trois pays d'Europe du Sud, est que le fort ralentissement de la croissance économique (3 points en Italie, 4,5 au Portugal et 5 en Grèce), n'a pas entraîné une réduction, mais une accélération des créations nettes d'emploi : 1 point en Grèce, 0,6 au Portugal et 0,5 en Italie. Ces créations d'emploi ont été toutefois insuffisantes pour compenser l'augmentation de la population active.

**Les pays qui sont restés au plein emploi : des « recettes » contrastées**

Il n'existe pas de schéma général applicable aux pays qui sont restés ou ont retrouvé le plein emploi. On trouve en fait une combinaison variée des différents ingrédients qui ont permis l'ajustement du marché du travail : moindre réduction de la croissance (États-Unis), flexibilité de la productivité du travail (États-Unis, Japon, Suède), flexibilité de la population active par la régulation de l'immigration (Suisse). Les caractéristiques du marché du travail et notamment la forte mobilité de la main-d'œuvre et l'existence d'un taux de chômage de très courte durée rapprochent incontestablement le Canada des États-Unis, mais la forte répercussion de la réduction de la croissance sur l'emploi est comparable à celle des pays du « Nord » de la Communauté européenne.

*États-Unis : politique expansionniste et flexibilité du marché du travail*

Le maintien du plein emploi aux États-Unis résulte d'abord de la politique budgétaire expansionniste conduite dans la période 1983-1985, qui a permis de sortir rapidement de la situation de sous-emploi engendrée par la récession du début des années quatre-vingt. Les États-Unis ont connu de ce fait le plus faible ralentissement de la croissance des pays industrialisés. Mais ce ralentissement de 1,5 point s'est accompagné d'une réduction de même ampleur de la croissance de la productivité du travail, de sorte que l'emploi a continué à croître

au même rythme que dans les années soixante (1,9 % par an). Maintien d'une croissance élevée par une politique budgétaire expansionniste et flexibilité du marché du travail (favorisée par une croissance soutenue) sont les deux ingrédients qui expliquent le retour rapide de l'économie américaine au plein emploi.

*Le Japon et la Suède : un emploi peu sensible à la réduction de la croissance*

Le maintien du plein emploi au Japon et en Suède résulte uniquement de l'absorption de la réduction de la croissance par la réduction de la productivité du travail. Quoique la croissance de l'économie japonaise soit restée élevée, comparée à celle des autres pays, elle n'en représente pas moins une des plus fortes réductions de la zone OCDE (près de 6 points). Mais la forte stabilité de l'emploi est une des caractéristiques bien connues de l'économie japonaise : les fluctuations de l'activité économique se reportent principalement sur la productivité et la rémunération du travail, sans affecter le niveau de l'emploi, conformément au schéma d'une économie de partage de Weitzman. La Suède répond sans doute partiellement à ce schéma, notamment en raison d'un secteur tertiaire très développé.

*La Suisse : un ajustement par l'immigration*

Le maintien du plein emploi en Suisse a une toute autre origine. L'économie Suisse a connu, comme les pays du Nord de la CEE, à la fois une forte réduction de la croissance et des créations d'emploi sur la période 1973-1985. Mais la croissance de la population active, qui reposait très largement sur l'immigration dans les années soixante s'est ajustée rapidement à la diminution des créations d'emploi par la forte réduction du nombre de travailleurs étrangers, notamment en 1974-1975.

**Les créations d'emploi depuis 1985 : accélération de la croissance sans accélération de la productivité du travail**

Dans la plupart des pays de l'OCDE, le rythme des créations d'emploi de 1985 à 1989 a rejoint celui des années soixante. Cette reprise de l'emploi a en partie son origine dans la reprise de la croissance. Mais elle tient surtout au fait que la croissance de la productivité du travail s'est peu accentuée. Le tableau 9 montre que, par rapport à la période 1973-1985, la croissance du PIB s'est accentuée d'un peu moins d'un point en moyenne dans la plupart des pays. Cette accélération s'est partagée en moyenne pour un tiers de point en accélération de la productivité du travail et deux tiers en accroissement des créations d'emploi. Les pays qui ont créé le plus d'emplois par rapport à la période antérieure (Espagne, RFA) ont connu simultanément une forte accélération de la croissance et une décélération des gains de productivité.

## 9. La reprise de 1985-1989 comparée aux périodes antérieures

Écart sur les taux de croissance en %

	Croissance 1985-1989			Écart par rapport à 1973-1985			Écart par rapport à 1960-1973		
	PIB	Productivité	Emploi	PIB	Productivité	Emploi	PIB	Productivité	Emploi
États-Unis	3,4	1,1	2,3	0,9	0,5	0,4	-0,6	-1,0	0,4
Japon	4,4	3,1	1,3	0,6	0,1	0,5	-5,2	-5,2	0,0
Suède	2,4	1,5	0,9	0,6	0,6	0,0	-1,7	-2,0	0,3
Suisse	2,8	1,5	1,3	2,0	0,3	1,7	-1,6	-1,6	0,0
Canada	3,9	1,2	2,7	0,5	-0,1	0,6	-1,5	-1,4	-0,1
Belgique	3,0	2,1	1,0	1,2	0,0	1,3	-1,9	-2,1	0,3
Danemark	1,0	0,5	0,5	-0,9	-1,0	0,1	-3,4	-2,6	-0,8
France	3,0	2,4	0,6	0,7	0,3	0,4	-2,6	-2,5	-0,1
RFA	2,9	1,6	1,3	1,1	-0,6	1,7	-1,5	-2,5	1,1
Pays-Bas	2,8	1,2	1,6	1,0	0,1	0,9	-2,0	-2,7	0,7
Espagne	4,7	1,6	3,1	2,8	-1,8	4,5	-2,5	-4,8	2,3
Royaume-Uni	3,8	1,1	2,7	2,5	-0,4	2,9	0,7	-1,7	2,4
Grèce	1,9	1,2	0,7	-0,6	-0,4	-0,3	-5,8	-6,6	1,2
Irlande	2,4	1,9	0,5	-0,9	-1,3	0,4	-2,0	-2,5	0,5
Italie	3,2	2,8	0,4	0,9	1,1	-0,2	-2,1	-2,9	0,8
Portugal	4,7	2,8	1,9	2,4	2,0	1,4	-2,2	-3,8	1,6

Source : OCDE.

Si l'on compare l'évolution des années récentes à celle des années soixante (trois dernières colonnes du tableau 9), le phénomène marquant est que dans presque tous les pays, l'emploi croît généralement un peu plus rapidement que dans les années soixante, alors que la croissance est inférieure de deux points en moyenne à celle de cette période. Cette rupture dans le rythme de croissance de la productivité du travail est donc un phénomène majeur des quinze dernières années. On pourrait y voir un mécanisme d'ajustement à long terme du marché du travail conforme au modèle de croissance néoclassique, la stagnation du salaire réel due à la montée du chômage expliquant le ralentissement de la croissance de la productivité du travail. Mais cet effet de substitution aurait dû apparaître également du côté du capital et ce d'autant plus que les taux d'intérêt réels étaient élevés.

## Reprise américaine et croissance lente en Europe : un survol des années quatre-vingt

La persistance du chômage européen dans les années quatre-vingt a fait l'objet de nombreuses analyses. Pour qui croit uniquement aux vertus de la main invisible, l'explication réside soit dans l'augmentation du chômage naturel, soit dans l'absence de flexibilité du marché du travail et la rigidité du salaire réel. Le corollaire de cette analyse, l'inefficacité des politiques économiques, fut d'ailleurs un thème récurrent de la littérature des quinze dernières années et il le serait sans doute resté plus longtemps si la relance qui ramena l'économie américaine au plein emploi n'avait pas eu un caractère aussi manifestement « keynésien ».

Sans nier pour autant le rôle des rigidités du marché du travail, nous allons tenter dans cette dernière partie, d'esquisser une interprétation des évolutions observées au cours des quinze dernières années qui fait jouer au contraire un rôle majeur aux politiques économiques <sup>(3)</sup>.

Dans l'ensemble des pays industrialisés, les années soixante ont été caractérisées par une croissance forte, de plein emploi et à tendance inflationniste. L'économie américaine, soutenue par des politiques d'expansion de la demande, a crû à un rythme élevé au regard des évolutions antérieures (4 % par an) et le chômage a atteint son point le plus bas dans la deuxième moitié de la décennie (3,5 % en 1968). Le développement du marché commun et l'ouverture croissante des économies européennes ont donné un second souffle à la croissance économique des pays européens, après l'épuisement des miracles économiques de l'après-guerre, tandis que les pénuries de main-d'œuvre en Europe du Nord étaient compensées par une immigration forte en provenance des pays riverains de la Méditerranée. Les tensions inflationnistes qu'engendra le cycle d'expansion amorcé à la fin des années soixante fut un facteur décisif dans les perturbations qui affectèrent les marchés des changes au début des années quatre-vingt et annoncèrent les dérèglements puis l'éclatement du système de Bretton-Woods. Les conditions étaient réunies pour que s'enrayent trente années de croissance équilibrée soutenue par des politiques expansionnistes ; il manquait toutefois le détonateur.

Il suffit d'observer la détérioration simultanée des quatre principaux objectifs des politiques économiques engendrée par un choc pétrolier (tableau 10) pour comprendre les difficultés auxquelles furent confrontées ces politiques économiques au cours des quinze dernières années. S'il était assez facile de répondre à une croissance inflationniste par une politique restrictive, à un déficit extérieur par une dévaluation

---

(3) Cf. sur ce thème les analyses développées dans J.-P. Fitoussi et P.-A. Muet « Des princes, des docteurs et des vicissitudes économiques en Europe et aux Amériques » *Revue française d'économie*, vol. III, 4, automne 1988, A. Fontenau et P.-A. Muet, La gauche face à la crise, chapitres 1 et 5, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, J.-P. Fitoussi, E. Phelps, *The Slump in Europe*, Blackwell, 1988.

compétitive ou un plan de stabilisation, à un chômage croissant par une politique expansionniste, il n'existe aucune réponse simple, isolée ou coordonnée, à un choc qui affecte à la fois les quatre « coins » du carré magique et (presque) tous les pays industrialisés.

C'est cette simultanéité, plus que l'effet dépressif, qui explique la longue période de difficultés qu'engendrèrent les chocs pétroliers.

#### 10. La détérioration du carré magique (ensemble de la CEE)

	1 <sup>er</sup> choc pétrolier		2 <sup>ème</sup> choc pétrolier	
	1972-1973	1974-1975	1978-1979	1980-1981
Croissance (%)	5,2	0,3	3,2	0,3
Inflation (%)	7,5	13,5	9,0	12,2
Balance courante (% PIB)	0,5	-0,5	0,4	-1,0
Solde budgétaire (% PIB)	-1,4	-3,8	-3,8	-4,5

Source: CEE, calculs OFCE.

#### 1973-1979 : un choc stagflationniste adouci par des politiques expansionnistes

Une périodisation des évolutions observées au cours des quinze dernières années est présentée dans le tableau 11. La récession qui suivit le premier choc pétrolier fut brève et affecta inégalement les différents pays en raison notamment des politiques expansionnistes qui furent pratiquées. La reprise, en partie stimulée par la politique économique, permit aux États-Unis de retrouver le rythme de croissance qui prévalait dans les années antérieures. Quoique forte au regard des évolutions ultérieures, la croissance des pays européens fut en revanche inférieure d'un point en moyenne au rythme de croissance des années soixante. Le premier choc pétrolier entraîna d'autre part dans la plupart des pays une forte détérioration du partage de la valeur ajoutée au détriment des profits, qui fut souvent considérée comme un handicap à une reprise durable et contribua à la « révolution conservatrice » qui affecta les politiques économiques dans les années quatre-vingt. En fait, l'inflation engendrée par les chocs pétroliers entraîna une baisse des taux d'intérêt réels qui devinrent fréquemment négatifs au cours de cette période, de sorte que l'investissement fut sans doute peu affecté par cette faible rentabilité. Les conséquences furent toutes autres lorsque les taux d'intérêt progressèrent à la suite du « policy-mix » américain du début des années quatre-vingt.

## 11. La croissance économique

Taux de variation annuels moyens en %

	1960-1973	1974-1975	1976-1979	1980-1982	1983-1985	1986-1987	1988-1989
États-Unis	4,0	-0,9	4,3	-0,3	4,6	3,2	3,7
Canada	5,4	3,5	4,6	0,7	4,8	3,8	4,0
Japon	9,6	0,6	5,2	3,7	4,4	3,6	5,3
Suède	4,1	2,9	1,2	0,8	2,7	2,6	2,2
Suisse	4,4	-2,7	1,1	1,6	2,2	2,4	3,1
CEE à 12	4,7	0,5	3,6	0,8	2,2	2,7	3,7
RFA	4,4	-0,6	3,9	0,2	2,4	2,0	3,8
Pays-Bas	4,8	2,0	3,0	-0,4	2,2	1,9	3,6
France	5,6	1,4	3,5	1,8	1,3	2,3	3,8
Belgique	4,9	1,4	2,8	1,6	1,1	1,9	4,3
Espagne	7,2	2,9	1,9	0,7	2,0	4,4	5,0
Grèce	7,7	1,2	5,0	0,8	1,8	0,4	3,4
Italie	5,3	1,3	4,9	1,8	2,2	2,8	3,7
Portugal	6,9	-1,6	5,5	2,7	0,3	4,7	4,6
Irlande	4,4	3,2	3,9	1,5	0,5	2,2	2,6
Danemark	4,4	-0,8	3,3	0,6	3,7	1,5	0,5
Royaume-Uni	3,1	-1,2	2,9	-0,6	3,1	4,1	3,4

Sources: OCDE, CEE.

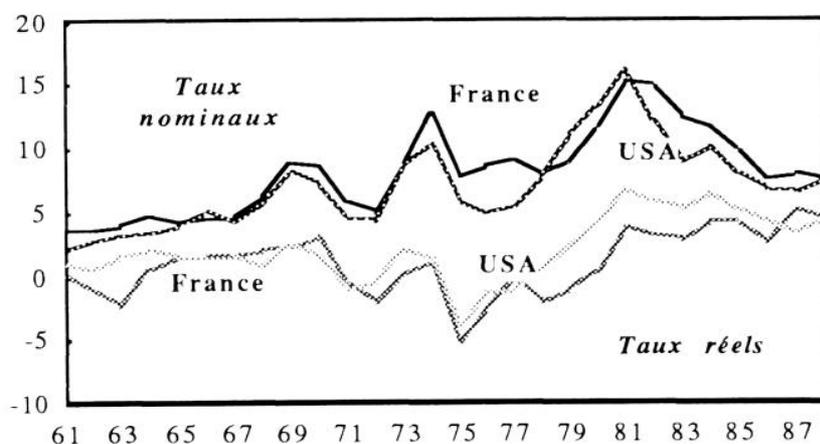
**1979-1982 : une récession aggravée par les politiques restrictives**

Les réactions des politiques économiques au second choc pétrolier furent très différentes de celles du premier. Les politiques budgétaires devinrent restrictives en 1980 en Europe (à l'exception de la RFA engagée dans son rôle de locomotive décidé peu avant le choc), puis en 1981 aux États-Unis, au Japon et au Royaume-Uni, alors qu'elles s'assouplissaient dans de nombreux pays européens. Mais le relais fut pris par les politiques monétaires et cet impact culmina dans la récession « monétariste » de 1982. Si le choc pétrolier contribua principalement à la récession de 1980<sup>(4)</sup>, celle de 1982 fut la conséquence de la montée des taux d'intérêt induite par la réorientation de la politique monétaire américaine. Sur l'ensemble des trois années, la croissance économique fut légèrement négative aux États-Unis, et ne dépassa pas 0,7 % dans les pays de la Communauté.

(4) Voir par exemple un bilan quantitatif de la récession de 1979-1980 dans *La gauche face à la crise*, op cité, pages 74 et suivantes.

## La reprise de 1983-1985 : les conséquences du « policy-mix » américain...

La reprise qui suivit la récession de 1982 fut marquée par les conséquences du « policy-mix » américain sur l'orientation des politiques économiques en Europe. La combinaison d'une politique monétaire restrictive et d'une politique budgétaire expansionniste engendra aux États-Unis une forte hausse des taux nominaux, une appréciation du change, et une désinflation due en grande partie à cette appréciation. Désinflation et taux nominaux élevés conduisirent à une hausse des taux réels (graphique 7) qui ne freina pas la croissance américaine en raison de l'amélioration de la profitabilité. Cette amélioration de la profitabilité résulta à la fois de la modération salariale due au chômage et des déductions fiscales en faveur des entreprises.



7. Taux d'intérêt à court terme, nominaux et réels en France et aux États-Unis (en %)

Stimulée par la demande, la reprise américaine suivit le traditionnel schéma multiplicateur-accélérateur (tableau 12). Le redémarrage de l'activité économique fut enclenché par la hausse de la consommation et de l'investissement des ménages résultant des allègements fiscaux et, plus marginalement, de l'assouplissement de la politique monétaire.

### 12. La reprise américaine de 1983-1985

	1982	1983	1984	1985
<i>Taux de croissance annuels (%) :</i>				
PNB	-2,5	3,6	6,8	3,0
Consommations des ménages	1,3	4,6	4,8	4,6
Investissement des ménages	-16,9	42,0	14,5	2,2
Investissement des entreprises	-7,2	-1,5	17,7	6,8
<i>Balance courante (% du PNB)</i>	-0,3	-1,4	-2,8	-2,9

Source: OCDE.

La reprise se transmet en 1984 à l'investissement qui augmenta fortement en raison de l'effet d'accélération de la demande. Les allègements fiscaux en faveur des entreprises permirent surtout à l'effet demande de jouer pleinement sur l'investissement, malgré le niveau élevé des taux d'intérêt réels.

**... croissance européenne tirée par la demande américaine et les gains de compétitivité, mais freinée par la hausse des taux d'intérêt...**

Les conséquences sur l'Europe de la politique américaine furent contrastées : la forte augmentation des importations résultant de la hausse de la demande et des pertes de compétitivité américaine tirèrent la croissance européenne, mais cette croissance fut simultanément freinée par la contrainte que fit peser la hausse des taux d'intérêt sur les politiques monétaires et budgétaires. Cet effet contrasté apparaît clairement dans les contributions respectives de la demande intérieure et du commerce extérieur à la croissance du PIB. A la contribution négative du solde extérieur américain correspond une contribution positive du solde européen de 1983 à 1985.

*13. Contributions à la croissance du PIB (%)*

	1983-1985		1986-1987	
	États-Unis	CEE	États-Unis	CEE
PIB	5,2	2,2	3,3	2,7
Demande intérieure	6,3	1,6	3,5	4,2
Solde extérieur	- 1,1	+ 0,6	- 0,2	- 1,5

Source : calculs OFCE, prix et taux de change de 1985.

La généralisation de la hausse des taux d'intérêt fut le résultat d'une réaction non coopérative des politiques européennes à l'appréciation du dollar. Lorsqu'un pays pratique seul une hausse des taux il peut espérer réduire son inflation en appréciant sa monnaie sans que le coût en soit trop élevé en termes de croissance et d'emploi. Mais cet effet s'annule si tous les pays pratiquent simultanément cette politique : seul subsiste la hausse des taux d'intérêt et l'effet dépressif sur l'activité et l'emploi. Quant à la désinflation, elle n'est plus que la conséquence du ralentissement de la croissance et de la montée du chômage induite par ces politiques simultanées. Nous verrons qu'une inefficacité similaire affecte des politiques budgétaires simultanément restrictives. Désinflation et hausse des taux nominaux ont, en Europe comme aux États-Unis, conduit à la hausse des taux réels (graphique 7) qui a plus affecté les

économies européennes par la contrainte d'endettement qui en résulta pour les entreprises et les gouvernements, que par son impact direct sur l'investissement.

Les taux d'intérêt réels élevés ont cependant pu contraindre l'investissement des pays européens dans la première moitié des années quatre-vingt. Dans cette période, la rentabilité des entreprises était faible et l'écart qui s'est creusé entre la rentabilité et le coût réel du capital a pu conduire à éliminer certains projets d'investissement. Mais la faiblesse de la croissance économique ne nécessitait pas un effort d'investissement important. De sorte que la conséquence de cette situation a plus été une réorientation de l'investissement vers des gains de productivité, qu'une réduction du volume d'investissement. Cet effet pourrait expliquer pourquoi la rupture dans l'évolution du coût relatif capital-travail n'a pas exercé l'effet de substitution qu'on pouvait en attendre au vu des élasticités de substitution couramment estimées dans les années soixante et soixante dix <sup>(5)</sup>. La stagnation du salaire réel due à la montée du chômage et la hausse des taux d'intérêt réels auraient du en effet entraîner un fort ralentissement de la substitution du capital au travail. Or ce ralentissement n'apparaît pas dans les évolutions observées dans les années quatre-vingt.

L'écart qui s'est creusé entre la croissance de la productivité du travail et celle du salaire réel a permis une amélioration de la rentabilité des entreprises dès le milieu des années quatre-vingt, de sorte que le niveau des taux réels n'a plus été un handicap lors du retour de la croissance qui suivit le contre-choc pétrolier. L'investissement a pu suivre puis accentuer la reprise de la demande, conformément au principe d'accélération. Comme aux États-Unis quelques années plus tôt, l'amélioration de la rentabilité du capital, induite en partie par la hausse des taux d'intérêt réels a sans doute contribué par la suite au maintien de taux à long terme élevés <sup>(6)</sup>.

### **... et les contraintes qui en résultèrent sur les politiques budgétaires...**

Si la croissance lente et les taux réels élevés ont poussé les entreprises à privilégier le désendettement et les gains de productivité, ils ont exercé une contrainte similaire sur les politiques budgétaires. L'inversion de l'écart entre taux de croissance et taux d'intérêt réel (graphique 8) a modifié profondément les conditions des régulations budgétaires dans les années quatre-vingt, réorientant celles-ci vers un unique objectif : la limitation de l'endettement.

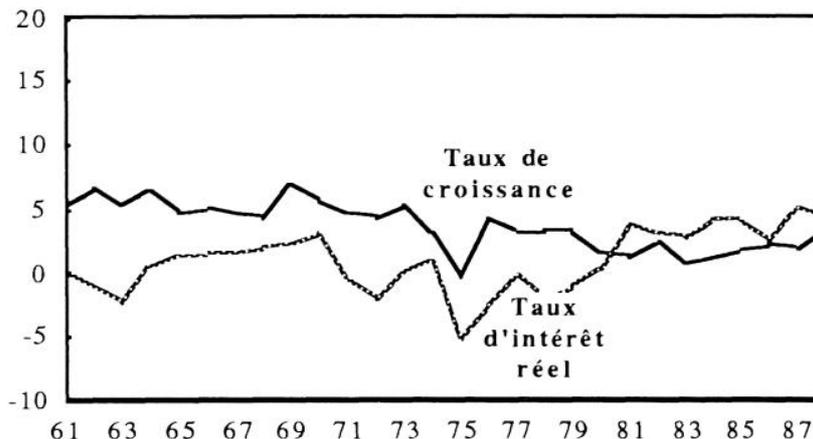
L'évolution du ratio d'endettement (rapport de la dette publique au PIB) dépend en effet de deux facteurs : d'une part de l'écart entre le

---

(5) Cf V. Leroux, J. Henry, P-A. Muet, « Coût relatif capital travail et substitution, existe-t-il encore un lien ? », *Revue de l'OFCE*, n° 24, juillet 1988.

(6) Cf. les analyses de O. Blanchard et L. Summers, « Pourquoi les taux d'intérêt sont-ils aussi élevés », *Annales d'économie et de statistique*, n° 3, juillet-septembre 1986.

8. Taux d'intérêt réel et taux de croissance en France (en %)



taux d'intérêt réel ( $r$ ) et le taux de croissance du PIB ( $g$ ), d'autre part du montant du déficit primaire ( $d$ ) exprimé en pourcentage du PIB, comme le montre la formule usuelle :

$$E - E_{-1} = E_{-1} (r - g) + d$$

Dans les années soixante, le taux d'intérêt réel était faible (1 % en moyenne), voire parfois négatif, et la croissance forte (5 %). Du fait de cet écart de 4 points, un ratio d'endettement égal à 50 % du PIB se réduisait tous les ans de 2 points. Il était donc possible de conserver un ratio d'endettement constant, tout en ayant un déficit primaire égal à 2 % du PIB. Le graphique 8 montre que cette situation a prévalu jusqu'à la fin des années soixante-dix, car le ralentissement de la croissance après le premier choc pétrolier a coïncidé avec des taux d'intérêt réels devenus négatifs en raison de l'inflation engendrée par le choc et des politiques monétaires accommodantes.

La situation est devenue tout autre dans les années quatre-vingt. L'inversion de l'écart taux de croissance-taux d'intérêt a engendré une pression continue à la hausse des endettements publics obligeant les pays à pratiquer des politiques budgétaires restrictives pour éviter l'explosion de l'endettement.

Il en est résulté des politiques d'austérité d'une ampleur et d'une longueur exceptionnelle eu égard aux évolutions antérieures. Celles-ci n'apparaissent pas dans l'évolution des soldes budgétaires effectifs qui dépend certes des orientations de la politique économique, mais aussi et surtout de la situation conjoncturelle : une accélération de la croissance engendre des rentrées fiscales et une réduction « automatique » du déficit à politique inchangée ; une baisse du taux d'intérêt réel réduit le poids des charges de la dette. Corrigée de ces deux effets, l'évolution du solde budgétaire primaire fournit en revanche une indication du caractère restrictif (augmentation du solde corrigé) ou expansionniste (diminution) de la politique économique (tableau 14).

La politique budgétaire a été continuellement expansionniste aux États-Unis de 1982 à 1986. Son caractère restrictif s'est au contraire accentué tous les ans en RFA de 1981 à 1985, aux Pays-Bas de 1982 à

14. Indicateurs de l'orientation des politiques budgétaires : évolution discrétionnaire du budget hors charges d'intérêt

En % du PIB

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
États-Unis	0,2	-0,7	1,1	-0,8	-0,0	-0,1	-0,8	-0,4	0,3	-0,1	0,4
Canada	0,7	-0,6	1,8	-1,6	-0,1	0,7	-0,3	0,7	0,4	-1,1	-0,6
Japon	0,8	0,4	1,2	0,6	0,7	1,8	1,1	0,0	1,3	-0,1	-0,1
Royaume-Uni	1,1	0,8	2,9	1,3	-0,3	-0,1	1,3	0,2	-0,0	0,6	-0,4
RFA	-0,6	-0,3	0,8	2,9	2,7	0,7	0,8	-0,4	-0,6	-0,4	1,7
France	1,8	1,1	-0,8	-0,4	0,3	1,5	0,4	0,3	0,8	0,3	-0,2
Italie	0,4	6,2	-1,5	1,7	1,5	-0,3	-1,1	1,9	0,5	0,9	0,9
Belgique	-0,7	-0,6	-0,8	4,3	0,8	2,6	0,8	0,0	0,9	-0,6	0,3
Espagne	0,1	0,6	-0,2	-0,9	1,9	0,9	0,2	1,3	2,0	-0,2	-0,4
Pays-Bas	-0,6	0,7	-0,7	0,9	3,2	0,6	1,1	-1,9	-1,1	-1,0	-0,2

Source : J-C. Chouraqui, R. Hageman, N. Sartor «indicators of Fiscal Policy: a Reassessment», OCDE, Working Paper n° 78, avril 1990.

1985, en Belgique de 1982 à 1987 et en France de 1983 à 1988. Le fort effet dépressif résultant de la simultanéité de ces politiques s'est opposé à la réduction effective des déficits, les pertes de recettes fiscales induites par le freinage de la croissance exerçant en quelque sorte un « effet d'éviction » de la réduction délibérée. L'impact sur le déficit public d'une réduction des dépenses est en effet égal à :

$$\text{Déficit ex-post} = \text{Réduction des dépenses ex-ante} - \text{taux de pression fiscale} \times \text{réduction du PIB}$$

Lorsque qu'un pays de la taille de la France applique seul cette politique restrictive, la réduction du PIB est à peu près du même ordre de grandeur que la réduction de dépense (le multiplicateur est proche de un). Avec un taux de prélèvement obligatoire voisin de 40 %, la réduction effective du déficit s'élève à 60 % de la réduction délibérée. Lorsque cette politique est appliquée dans l'ensemble des pays européens, la réduction induite du PIB est deux à trois fois supérieure à la réduction des dépenses. L'impact est alors neutre, voire négatif, sur le déficit effectif. C'est ainsi que des politiques restrictives ont pu coïncider avec le maintien de déficits élevés créant un « cercle vicieux des politiques d'austérité » où la rigueur budgétaire de chaque pays est à la fois rendue nécessaire et inefficace par la rigueur budgétaire de ses partenaires

### **1986-1989 : des politiques budgétaires devenues pro-cycliques accentuent avec retard les effets du contre-choc**

Restrictives en croissance lente, les politiques budgétaires sont devenues expansionnistes lorsque l'amélioration de la conjoncture due au contre choc pétrolier a engendré des hausses « spontanées » de recettes fiscales. Les gouvernements ont pu alors simultanément réduire les déficits et les prélèvements fiscaux, relançant ainsi la croissance et accentuant les rentrées fiscales « spontanées ». En d'autres termes, les pays d'Europe continentale ont pu retrouver le chemin de la croissance par une expansion budgétaire simultanée, mais involontaire, accentuée en 1989 par le retour (involontaire lui aussi) de l'Allemagne dans le peloton des pays à forte croissance, à la suite de l'immigration massive venue de l'est, puis des besoins d'investissement liés à la réunification.

Cette réaction retardée des politiques budgétaires à l'amélioration de la conjoncture, jointe aux retards de l'effet d'accélération de l'investissement expliquent en partie que la reprise ne se soit véritablement généralisée qu'à partir de 1988. Deux autres facteurs ont contribué à ce décalage. Le premier fut la perte de compétitivité résultant de la dépréciation du dollar qui a freiné la croissance des pays européens en 1986 et en 1987. Le tableau 13 montre que la contribution du solde extérieur à la croissance est devenue fortement négative en Europe au cours de ces deux années. A solde extérieur équilibré, la croissance de la CEE aurait été de 4,2 % au lieu de 2,7 au cours de ces deux années, c'est-

à-dire du même ordre de grandeur qu'en 1988-1989. Le second fut l'injection monétaire transitoire qui suivit le krach boursier de l'automne 1987.

L'accélération de la croissance, combinée à une progression de la productivité du travail restée modérée, a permis de retrouver un rythme de créations d'emplois un peu supérieur à celui des années soixante. La période récente montre toutefois que le ralentissement des gains de productivité du travail ne saurait suffire pour retrouver en Europe des taux de chômage acceptables. Une croissance forte soutenue par des politiques expansionnistes reste une condition nécessaire. Les chocs externes favorables de ces dernières années ont poussé — involontairement — l'Allemagne et derrière elle les pays européens dans cette voie. Mais pour s'y engager de façon durable il faut plus que des hasards heureux.